

Production, échanges et politiques laitières aux niveaux mondial et européen : principales évolutions et perspectives

E. Bert

ONILAIT, service Études-Marchés-Promotion, 2, rue Saint-Charles, F-75015 Paris ;
Emmanuel.Bert@Onilait.fr

Résumé

La France, deuxième producteur de lait derrière l'Allemagne, présente une filière laitière riche et diversifiée tant au niveau de la production (localisation des exploitations, systèmes) que de la transformation (grand nombre d'entreprises, variété des produits, importance des productions de qualité).

Ces caractéristiques sont sans conteste des atouts pour l'avenir, même si la filière apparaît par certains côtés moins préparée aux nécessaires futures évolutions : taille des exploitations plus réduite, outil industriel à restructurer, offre commerciale à regrouper...

La filière laitière européenne évolue encore dans un contexte de marché marqué par l'importance des mécanismes de soutien européens, quotas laitiers, interventions publiques, aides à l'exportation. La réforme de Luxembourg va atténuer fortement ce constat et entraîner une libéralisation des marchés laitiers.

Même si 90% du lait est consommé sur le marché intérieur communautaire, en croissance faible mais assez régulière, l'exportation sur les marchés mondiaux continue de jouer un rôle fondamental dans l'équilibre des marchés. L'Union Européenne a depuis plusieurs années perdu sa place de leader sur les marchés mondiaux, au profit de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, mais reste un acteur majeur. Toutefois, elle ne peut profiter de la croissance de la demande mondiale qui est accaparée par le développement des productions locales et régionales et par l'Océanie. La mise en place des accords de l'OMC en 1995 avait bridé les exportations, subventionnées en grande partie, de l'UE et les négociations en cours risquent de se traduire à terme plus ou moins rapproché par une suppression des aides européennes à l'exportation. Après la réforme de la PAC de juin dernier, les négociations internationales dans le cadre du cycle de Doha constituent un nouvel enjeu de taille pour la politique laitière européenne.

1. Une production mondiale de lait en croissance

Selon la FAO, la production mondiale de lait continue sa progression. Elle a atteint, tous types confondus, 601 millions de tonnes (Mt) en 2003 (tableau 1), en progression de 0,6% par rapport à 2002. Au cours des dernières années, la progression a été assez régulière pour atteindre 11,5% depuis 1995.

Sur la période 1995-2003, la production totale de lait a augmenté de 62 Mt, dont 18 Mt de lait de bufflesses et 43 Mt de lait de vache. La progression de la production de lait de bufflesses (en Inde en particulier) est beaucoup plus dynamique que celle de lait de vache, + 33,5% depuis 1995 contre + 9,3%. La part du lait de bufflesses est ainsi passée de 10% en 1995 à 12% en 2003.

La production laitière en Europe et au Canada est bridée par des quotas de production pour le lait de vache. L'augmentation de la production de lait au cours des dernières années a été essentiellement le fait de certains pays en développement alors que la production des pays développés était plus stable.

L'Asie, Inde et Chine en particulier, **l'Amérique latine** (Brésil, Argentine avant la crise économique, Uruguay), l'Amérique du Nord (Etats-Unis jusqu'à une période récente) **et l'Océanie** (Nouvelle-Zélande et Australie jusqu'en 2002 car sécheresse en 2003-2004) **sont les principales zones de croissance de la production**. La baisse de la production dans les pays de l'Est qui a suivi la chute du mur de Berlin semble terminée, notamment en Russie, en Ukraine et dans les nouveaux membres de l'Union élargie.

C'est donc dans les zones où la consommation augmente suite à la progression du nombre de consommateurs, à la hausse des revenus et à la modification des habitudes alimentaires que la production laitière se développe le plus.

TABLEAU 1 – Les principaux pays producteurs de lait en 2003 (source : FAO).

	Production totale de lait	dont lait de vache
	(milliers de tonnes)	%
Union Européenne (25)	147 683	97%
Inde	86 960	42%
Etats-Unis	77 152	100%
Russie	33 100	99%
Pakistan	27 811	31%
Brésil	23 453	99%
Chine	18 322	78%
Nouvelle-Zélande	14 354	100%
Ukraine	13 660	98%
Australie	10 642	100%
Monde	600 889	84%

Toujours selon la FAO, **la production mondiale de fromages continue sa croissance régulière d'environ 2% par an**. Seule une faible part, moins de 10%, fait l'objet d'échanges internationaux, essentiellement du cheddar ou d'autres fromages à pâte pressée, des fromages fondus ou de la mozzarella. La production de poudre de lait entier, dont 60% se retrouve sur le marché mondial, progresse de 2,5% par an. Quant au beurre, au beurre concentré et au ghee, les fabrications mondiales sont stables et les échanges représentent environ 10% de la production. Les fabrications de poudre de lait écrémé sont stagnantes depuis quelques années après avoir baissé nettement, notamment dans l'Union européenne ; 30% des quantités produites sont exportées sur les marchés mondiaux.

2. Un marché mondial limité en termes d'intervenants, de volumes et de produits échangés

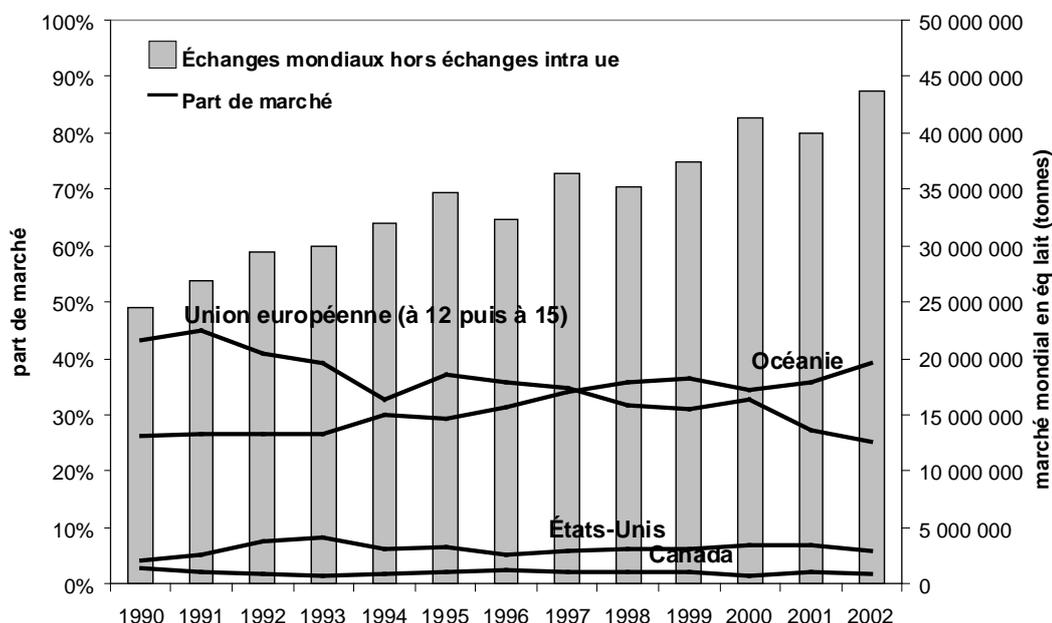
Si l'on fait abstraction des échanges intra UE, le commerce mondial des produits laitiers apparaît limité en termes de volumes échangés, de l'ordre de 40 Mt d'équivalent lait, même s'il est en progression assez régulière. Seulement 7% de la production mondiale fait l'objet d'échanges "mondiaux" dont une partie est réalisée à l'intérieur de grandes régions ou zones de libre échange (ALENA, MERCOSUR...) comme l'a montré une étude récente d'UbiFrance (ROUYER, 2004).

Toutefois, malgré son développement indéniable, le marché mondial des produits laitiers sera toujours limité et concentré sur des commodités facilement transportables que sont **le beurre, les poudres de lait et certains fromages**. Bien sûr, il y a l'Océanie et quelques pays qui disposent de potentiels agricoles importants et qui sont tournés vers le marché mondial. Mais l'Océanie ne représente que 4% de la production mondiale et pèse à peine plus que le Brésil.

La demande de produits laitiers sur les marchés mondiaux est essentiellement le fait des pays d'Asie du sud-est, de la zone Proche et Moyen-Orient - Afrique du Nord et, dans une moindre mesure, de l'ALENA, de l'UE, de la CEI ou de l'Amérique Latine. Toutefois, la demande de fromages est concentrée sur quelques pays ou zones : le Japon, l'UE, l'Amérique du Nord et la Russie.

Les principaux intervenants sur les marchés mondiaux en tant que **fournisseurs** sont **l'Union européenne élargie et l'Océanie** qui concentrent environ 70% des exportations, les autres intervenants significatifs étant les Etats-Unis, le Canada, l'Argentine ou la Suisse (pour les fromages) (figure 1). Depuis la fin des années 1990, **l'Union européenne a perdu son leadership sur les marchés mondiaux au profit des pays de l'Océanie**. Ce chassé-croisé est lié à la forte progression de la production en Océanie depuis le début des années 1990, renforcé par la mise en œuvre des accords de l'OMC à partir de 1995 qui ont bridé les exportations subventionnées de l'UE. Parmi les grandes familles de produits, il n'y a plus que les fromages pour lesquels la part de marché de l'UE reste supérieure à celle de l'Océanie.

FIGURE1 – Évolution des échanges mondiaux de produits laitiers et parts de marché des principaux intervenants (source : ONILAIT d'après FAO/Eurostat).



Si l'UE exporte environ 10% de son lait sur les marchés mondiaux, ce chiffre est d'environ 50% pour l'Australie et la quasi-totalité pour la Nouvelle-Zélande, l'UE étant dépendante des restitutions pour la majorité de ses exportations compte tenu de la différence entre les prix intérieurs européens et la valorisation sur le marché mondial. Compte tenu des perspectives de croissance de la collecte en Océanie et de renforcement des disciplines de l'OMC, il est probable que l'UE continuera à perdre des parts de marché, l'augmentation prévisible de la demande mondiale étant couverte par la progression de la production locale ou régionale et par quelques fournisseurs présents sur les échanges intercontinentaux, Nouvelle-Zélande et Australie en tête.

3. Un marché intérieur communautaire en croissance mais avec un ralentissement récent

Globalement, la production communautaire de lait est assez stable en raison des quotas laitiers qui limitent la production. Elle a toutefois un peu progressé avec les quotas attribués à certains pays, notamment à l'Italie, dans le cadre de la réforme de la PAC de 1999.

L'essentiel de ce lait, environ 90%, est consommé sur le marché intérieur sous forme d'une gamme diversifiée de produits laitiers de grande consommation (fromages, lait, produits frais, beurre) ou de produits industriels (poudres de lait, caséines, beurres industriels). Une partie non négligeable de ces produits, correspondant à environ 10% du lait européen, est consommée avec des aides européennes prévues par l'OCM lait, essentiellement sous forme de poudre de lait écrémé pour l'alimentation animale, de caséines et caséinates, et de beurre et beurre concentré destinés aux industries agro-alimentaires.

Le reste des quantités est exporté sur les marchés mondiaux pour environ 10% du lait produit, essentiellement sous forme de poudres de lait écrémé et entier, de beurre et beurre concentré et de fromages. Quant aux importations, elles ont progressé depuis les accords de l'OMC et avec l'ouverture aux PECO, maintenant pour la plupart membres de l'UE, mais ne représentent que l'équivalent de 3% de la production communautaire de lait.

Globalement, la consommation de produits laitiers tend à croître régulièrement, utilisant une part de plus en plus importante du lait, laissant un solde d'excédents réduit à exporter sur les pays tiers, à écouler sur le marché intérieur ou à stocker. Ainsi, les stocks publics de beurre et de poudre de lait écrémé se sont résorbés et les fabrications de produits d'excédent, beurre et poudres de lait, se sont fortement réduites. Inversement, répondant à une demande croissante, les fabrications de fromages et de produits frais se sont fortement développées, d'environ 2% et 3% par an respectivement.

Actuellement, les fromages accaparent environ 40% de la matière sèche utile du lait, le lait de consommation 20%, les produits frais 10% et les produits industriels 30% (tableau 2).

TABLEAU 2 – Les fabrications de produits laitiers au lait de vache dans l'Union européenne (en tonnes ; source : Eurostat - Statistiques nationales - ONILAIT/SCEES ; données 2003).

	Laits liquides	Laits fermentés (1)	Beurre (2)	Fromages (3)	Lait écrémé en poudre	Lait entier en poudre (4)
Allemagne	5 821	1 712	453	1 816	322	154
Autriche	538	124	33	148	9	1
Danemark	502	100	86	327	48	82
Espagne	3 745	678	53	291	15	24
Finlande	712	202	51	103	23	2
France	3 773	1 500	455	1 675	278	206
Grèce	430	93	2	240	-	-
Irlande	546	25	149	111	79	31
Italie	3 100	254	122	1 152	0	-
Pays-Bas	320	343	167	663	72	159
Portugal	889	95	33	76	9	9
Royaume-Uni	6 847	255	147	361	115	101
Suède	996	266	49	125	35	6
Belgique + Luxembourg	771	269	119	68	90	73
Total U.E à 15	28 990	5 916	1 919	7 156	1 095	848

(1) Yaourts et laits fermentés

(3) Non compris les fromages fondus de seconde transformation

(2) Beurre + matière grasse butyrique, en équivalent beurre

(4) Lait en poudre entier et partiellement écrémé

Toutefois, après les bonnes progressions de consommation constatées en 2000-2001, un certain ralentissement a été constaté au cours des années suivantes. Il est probable que la croissance de consommation continuera mais sur un rythme réduit compte tenu des niveaux de consommation de fromages et de produits frais très importants atteints dans certains pays comme la France ou l'Allemagne (tableau 3). D'autre part, **certains produits comme le beurre et, dans une moindre mesure le lait de consommation, connaissent des évolutions plus défavorables.** Le débouché futur de la matière grasse laitière constitue une source forte d'inquiétudes avec la baisse des achats de beurre par les ménages, le développement des produits allégés et la stagnation de la consommation industrielle au cours des dernières années **dans un contexte de forte baisse des aides européennes à ce secteur.**

Des réservoirs de progression de la consommation existent encore dans certains pays et en particulier dans les nouveaux adhérents sous réserve que leur pouvoir d'achat se développe. A court terme, on s'attend plutôt à une évolution négative de la consommation en raison des hausses de prix des produits laitiers avec l'intégration dans l'UE.

TABLEAU 3 – La consommation de produits laitiers dans l'Union européenne à 15 (kg/habitant/an ; source : CNIEL, années 1999, 2000 et 2002 selon les produits).

	Tous produits laitiers en équivalent lait entier	Lait liquide	Produits laitiers frais	Beurre	Fromage	Lait en poudre
Allemagne	384	63,4	24,5	6,5	20,2	1,6
Autriche	371	83,5	9,4	4,8	18,7	0,5
Danemark	344	121,2	25,0	4,1	18,8	4,7
Espagne	189	111,8	24,1	0,9	9,4	0,2
Finlande	496	159,4	41	3,9	16,5	5,2
France	406	73,3	27,2	8,1	24,6	2,2
Grèce	207	58,2	7,2	0,7	27,4	1,5
Irlande	285	156,7	8,2	3,1	5,9	0
Italie	300	62,7	7,2	2,8	22,6	2,2
Pays-Bas	320	88,2	49,5	3,2	17,7	6,4
Portugal	199	94,7	15	1,9	10,1	1,7
Royaume-Uni	280	119,5	8,9	4,7	9,7	2,4
Suède	450	131,1	31	3	17,4	4,5
Belgique et Luxembourg	328	64,1	28,3	4,4	15,7	7,9
Moyenne U.E. à 15	323	86,9	17,8	4,7	17,9	2,1

4. L'exportation sur pays tiers est menacée mais reste indispensable à l'équilibre des marchés

Même si **les exportations** ne pèsent que 10% des débouchés du lait, elles **sont fondamentales pour l'équilibre du marché européen et le resteront encore longtemps** malgré la progression de consommation qui est limitée à moins de 1% par an, sauf à baisser drastiquement le niveau des quotas. D'autre part, l'ouverture du marché européen aux importations va se poursuivre. L'élargissement récent de l'UE à 25 pays modifie peu cette perspective car les 10 nouveaux États membres sont également excédentaires d'environ 10%.

Ces exportations, subventionnées en grande majorité avec des restitutions à l'exportation, **constituent un enjeu majeur des négociations en cours à l'OMC** puisque leur suppression est envisagée à terme plus ou moins rapproché. La réforme de la PAC va améliorer la situation en abaissant les taux unitaires de restitutions nécessaires mais il sera très difficile pour les opérateurs communautaires d'être présents durablement sans restitutions sur les marchés mondiaux.

Les produits laitiers exportés sont essentiellement des commodités, sauf certains fromages (exportés sans restitutions) et certains ingrédients. La plupart des produits laitiers sont exportés en continu avec des restitutions, souvent d'un niveau important par rapport à la valeur du produit. C'est le cas pour le beurre et butteroil, la poudre de lait écrémé et grasse et la plupart des fromages, ainsi que des volumes moins importants de laits concentrés, de crème ou de produits de mélange.

Le poids de la restitution par rapport au prix européen, variable en fonction de la situation des marchés mondiaux et du dollar, est d'environ :

- 50 à 60% pour le beurre (cours mondial entre 1 100 et 2 000 \$/tonne),
- 30-40% pour les poudres de lait (cours mondial entre 1 200 et 2 000 \$/tonne),
- 30% pour les fromages, type pâte dure (sauf Etats-Unis, pays sur lequel elles ont été supprimées à la fin du mois de juillet 2004) (cours mondial entre 2 100 et 2 400 \$/tonne).

Les volumes exportés (avec restitutions) ont été sur la période récente au plan européen de :

- 300 000 t pour les fromages (+ 200 000 t sans restitutions),
- 500 000 t pour la poudre grasse,
- 150-250 000 t pour la poudre de lait écrémé,
- 200-250 000 t pour le beurre et beurre concentré.

La baisse des prix d'intervention du beurre et de la poudre de lait écrémé décidée à Luxembourg ne sera pas suffisante pour exporter massivement et régulièrement sans aide à l'exportation des produits laitiers sur le marché mondial. Une suppression rapide et totale des restitutions remettrait sans doute en question la capacité d'exportation de l'UE (sauf à ce que les conditions du marché mondial soient durablement favorables), ce qui pourrait conduire à un déséquilibre du marché et à une nouvelle réforme de l'OCM Lait.

Le besoin d'exportation pour équilibrer le marché communautaire dépendra essentiellement de l'évolution de la consommation, notamment dans les nouveaux adhérents. L'évolution du niveau des quotas (éventuelles nouvelles concessions aux PECO ou aux pays du Sud) et leur respect effectif constituent également un enjeu de l'équilibre futur.

5. Aperçu de la filière laitière française

La filière laitière française emploie **400 000 personnes dont 75 000 dans l'industrie et 310 000 actifs permanents dans des exploitations** produisant du lait (ONILAIT, 2003).

Avec ses 300 entreprises et 800 établissements, elle a généré un chiffre d'affaires de 24 milliards d'euros. **La filière est très tournée vers l'exportation puisque environ 1 litre de lait sur 3 est exporté, principalement vers les autres pays de l'UE, générant un solde excédentaire du commerce extérieur de plus de 2 milliards d'euros.**

La France se situe au deuxième rang européen derrière l'Allemagne avec un peu plus de 23 millions de tonnes de lait de vache livrés par 108 000 exploitations (tableau 4). Ces exploitations ont **une livraison moyenne de 208 000 litres**, soit un peu au dessus de la moyenne européenne à 15. Toutefois, bien que le nombre d'exploitations diminue chaque année d'environ 4 000, la restructuration est moins rapide en France que dans la plupart des autres pays européens et la référence moyenne est très inférieure à celle de nos concurrents du nord de l'Europe.

TABEAU 4 – Les livraisons de lait de vache dans l'Union européenne (source : Commission européenne, estimations : année civile 2003).

Année civile 2003	Livraisons en laiteries (1000 tonnes)	% des livraisons dans total UE à 15	Nombre d'exploitations livrant du lait	% des exploitations livrant du lait dans total UE à 15	Quota moyen (litres)	Nombre moyen de vaches laitières par exploitation
Allemagne	27 563	24%	121 000	23%	221 159	36
Autriche	2 644	2%	57 100	11%	44 956	10
Danemark	4 541	4%	7 400	1%	595 775	80
Espagne	5 784	5%	41 300	8%	135 969	28
Finlande	2 393	2%	18 143	3%	128 055	18
France	23 156	20%	107 927	20%	208 303	36
Grèce	715	1%	8 500	2%	81 668	20
Irlande	5 355	5%	25 212	5%	206 212	46
Italie	10 098	9%	54 800	10%	178 903	38
Pays-Bas	10 694	9%	23 600	4%	439 937	63
Portugal	1 817	2%	17 900	3%	98 552	18
Royaume-Uni	14 557	13%	21 900	4%	645 343	100
Suède	3 206	3%	9 853	2%	315 906	41
Belgique et Luxembourg	3 297	3%	16 475	3%	194 293	38
Total U.E. à 15	115 820	100%	531 110	100%	198 505	36

Bien entendu, il existe de **fortes disparités régionales et intra régionales** liées à la dimension économique des exploitations, à leur taux de diversification et à leur forme juridique. Les références les plus importantes se rencontrent dans la partie nord, notamment de la Vendée à la Lorraine.

On constate une diminution du nombre d'exploitations sous forme individuelle, une stagnation des GAEC et une progression des EARL. Chacune de ces formes juridiques a un quota moyen très différent, respectivement environ 150 000 litres, 350 000 litres et 250 000 litres. Globalement, les exploitations laitières françaises restent pour la plupart de taille moyenne, souvent entre 100 000 et 300 000 litres et moins de 10 000 ont une référence supérieure à 400 000 litres.

Du côté de la transformation, la filière présente un double visage, sans doute lié à la taille du marché et à la diversité des produits et des entreprises (ONILAIT, 2004).

Il existe en effet encore de nombreuses entreprises et unités de transformation mais certains groupes laitiers français comme Lactalis, Bongrain, Sodiaal, Bel, Entremont ou Laïta ont une taille significative ou font, comme les deux premiers, partie des leaders européens, sans parler des filiales françaises des groupes Danone et Nestlé.

Les trois premiers groupes français, Lactalis, Bongrain et Sodiaal, transforment 40% du lait français et les 11 premiers, collectant chacun plus de 500 millions de litres, 68%. Avec les 28 premiers groupes collectant plus de 100 millions de litres, on atteint 85% du lait.

Ainsi, sur la plupart des marchés, **les 10 premiers intervenants réalisent plus de 80% de la production. On est bien sûr très loin des degrés de concentration atteints aux Pays-Bas ou au Danemark, mais la restructuration devrait se poursuivre et même s'accélérer** avec la réforme de la PAC de juin 2004.

Références bibliographiques

ROUYER B. (2004) : *Le commerce mondial des produits laitiers : évolution comparée des échanges régionaux et des flux interrégionaux*, UbiFrance-secteur produits laitiers, mai 2004.

ONILAIT (2003) : *L'emploi dans la filière laitière*, Cahier de l'ONILAIT, n° 23, septembre 2003.

ONILAIT (2004) : *La transformation laitière française*, Cahier de l'ONILAIT, n° 24, mars 2004.